

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat  
31776 Colomiers

Colomiers, le 07/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Peintures Maestria**

ZI de Gabriélat  
09100 Pamiers

Références : 2026/0400  
Code AIOT : 0006804531

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2026 dans l'établissement Peintures Maestria implanté ZI de Gabriélat 09100 Pamiers. L'inspection a été annoncée le 01/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une action régionale relative aux évolutions réglementaires apportées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Ces évolutions s'inscrivent dans un plan d'action gouvernemental dit « post-Rouen », visant à mieux anticiper une situation accidentelle.

La réglementation prévoit, désormais, de faire figurer dans le plan plan d'opération interne [POI], pour les établissements Seveso, ou dans le plan de défense incendie (PDI), pour les entrepôts relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE, les dispositions permettant de mener des premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre.

Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les

méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site.

Le plan de défense incendie (PDI) est, quant-à-lui, un document opérationnel qui formalise la stratégie de lutte contre l'incendie d'un exploitant.

Les premiers prélèvements environnementaux ont pour objectif de qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement. Ils sont à réaliser à l'intérieur et à l'extérieur du site et au plus tôt après le début d'un sinistre.

L'action régionale vise à vérifier que les exploitants des sites Seveso ou ceux relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 ont mis en place, au travers de leur POI (Seveso) ou de leur PDI (entrepôts), une organisation permettant de mener des premiers prélèvements environnementaux dès la phase d'urgence, en cas de sinistre. Elle prolonge une action nationale réalisée en 2025 sur cette thématique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Peintures Maestria
- ZI de Gabriélat 09100 Pamiers
- Code AIOT : 0006804531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site Peintures Maestria a pour activité principale le stockage de peintures conditionnées, à bases solvantées et aqueuses, fabriquées par l'établissement Alliance Maestria également implanté sur la commune de Pamiers. Le site Peintures Maestria dispose aussi d'un atelier de colorimétrie semi-automatique, d'une activité d'étiquetage, de laboratoires destinés aux activités de recherche et développement et d'un atelier de maintenance et réparation. Le site est exploité depuis 2005. L'établissement relève du régime de l'autorisation environnementale pour le stockage de substances ou mélanges dangereux. Il relève également du statut Seveso seuil bas, par dépassement direct, pour le stockage de substances ou mélanges présentant des dangers pour l'environnement aquatiques de catégorie chronique 2.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : nouveau bâtiment en construction, quais de chargement des camions, cellules de stockages (notamment cellules M et K), zones de préparation des commandes, bâtiment utilisé pour l'assistance chantier/la formation, les démonstrations et accueillant également le local "machine à teinter" et un local technique.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 11
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de visiter le bâtiment en construction, au nord-est du site. Ce bâtiment n'est pas encore mis en exploitation et doit faire l'objet d'un dépôt d'un porter à connaissance de la part de l'exploitant. L'exploitant envisage ce dépôt d'ici la fin de l'année 2026, le POI de l'établissement sera mis à jour en suivant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                                              | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5  | Situation administrative - rubriques n° 2662 et 2663    | Code de l'environnement du 28/06/2023, article Annexe (1) – R. 511-9 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 8  | Liste des substances recherchées et milieux associés    | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                          | Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription                                           | 5 mois                |
| 9  | Stratégie de prélèvement                                | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                          | Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant                                           | 5 mois                |
| 10 | Personnels compétents                                   | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                          | Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant                                           | 5 mois                |
| 14 | Format FDS                                              | Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6                       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 15 | Coordonnées fournisseur FDS                             | Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3            | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 16 | Utilisations identifiées pertinentes FDS                | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 17 | Moyens d'extinction FDS                                 | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 18 | Précautions pour la protection de l'environnement FDS   | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 19 | Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                       | Référence réglementaire                                              | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50                         | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 2  | État des matières stockées - Mise à jour                                | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30                         | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 3  | Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4331    | Code de l'environnement du 28/06/2023, article Annexe (1) – R. 511-9 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 4  | Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 1436    | Code de l'environnement du 28/06/2023, article Annexe (1) – R. 511-9 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet        |
| 6  | Mise à jour du POI                                                      | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                          | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 7  | Réalisation d'exercice POI                                              | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                          | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 11 | Liste des produits de décomposition                                     | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9                          | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 12 | Fourniture FDS                                                          | Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)                    | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 13 | Langue FDS                                                              | Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5                       | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 20 | Conditions de stockage FDS                                              | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                    | /                                                                                                   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis à jour son état des stocks suite à la précédente visite d'inspection afin de se conformer aux exigences réglementaires. Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de se positionner par rapport à son activité de stockage (rubriques n° 2662 et 2663).

D'autre part, le plan d'opération interne de l'établissement a été mis à jour en septembre 2023, sans intégrer les nouvelles modalités relatives aux premiers prélèvements environnementaux à réaliser en cas d'incident. Un travail à ce sujet a été engagé par l'exploitant et reste à finaliser pour définir notamment les substances à rechercher, les milieux à investiguer, les équipements de prélèvement ou les moyens humains et techniques mobilisables.

**L'inspection considère ces manquements comme critiques et propose, en conséquence, l'engagement d'une procédure de mise en demeure sur le fondement de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2023</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec</p> |

eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

L'état des stocks a été consulté par sondage par l'inspection des installations classées, celui-ci est actualisé automatiquement sur la base des transactions réalisées et accessible en toute circonstance. Il permet de connaître la nature, les dangers et la localisation de chaque élément recensé.

Les emballages vides situés dans le bâtiment K sont intégrés à l'état des stocks mais ne sont pas associés à ce bâtiment car ils sont considérés en transit (2 jours maximum à cet emplacement).

Depuis la dernière visite d'inspection, les produits situés dans les locaux «machine à teinter» et «démonstration» ont été intégrés à l'état des stocks. La quantité de produit variant fréquemment, la capacité maximale de stockage est prise en compte. Un état des stocks physique mensuel est réalisé en complément.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : État des matières stockées - Mise à jour**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des matières stockées – réservoirs

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2023

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant a indiqué que le site comporte un réservoir aérien de gazole. Ce stockage est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié ; mais l'exploitant ne l'avait pas identifié.</p> <p>Le jour de l'inspection objet du présent rapport, le réservoir aérien de gazole a été ajouté à l'état des stocks. La capacité maximale de la cuve est prise en compte dans l'état des stocks.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 3 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 4331**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/06/2023, article Annexe (1) – R. 511-9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Régime administratif - conformité rubrique n° 4331                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2023</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 1 000 t A</li> <li>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E</li> <li>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC</li> </ol> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Comme mentionné au constat n°1, la quantité de liquides inflammables présents dans le bâtiment utilisé pour l'assistance chantier/la formation, les démonstrations et accueillant également le local "machine à teinter" et un local technique a été intégrée à l'état des stocks.</p> <p>Ainsi, l'exploitant est en mesure de s'assurer que la quantité totale de produits relevant de la rubrique n° 4331 présents sur le site respecte en permanence le seuil fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>                                                                                                       |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires - rubrique n° 1436

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/06/2023, article Annexe (1) – R. 511-9 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| Thème(s) : Risques accidentels, Régime administratif - conformité rubrique 1436 |
|---------------------------------------------------------------------------------|

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2023

**Prescription contrôlée :**

Rubrique 1436 liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 1 000 t A
2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t DC

**Constats :**

L'exploitant suit la quantité des matières et substances présentes sur son installation, pouvant relever d'un classement ICPE, à l'aide d'un logiciel interne. Comme évoqué lors de la précédente visite d'inspection, le suivi de la rubrique n°1436 est réalisé à titre d'information. L'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site ne vise pas d'installations relevant de la rubrique n° 1436 de la nomenclature ICPE.

Le jour de l'inspection objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a consulté l'historique du suivi des quantités relatives à la rubrique n°1436. Le tonnage de produits relevant de la rubrique n°1436 atteint environ 30 tonnes et est en permanence inférieur à 100 tonnes.

Actuellement, aucune alerte n'est en place en cas de dépassement des seuils de régime ICPE.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées préconise la mise en place d'une alerte notifiant l'exploitant en cas d'évolution de l'état des stocks, impliquant le dépassement d'un seuil ICPE.

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 5 : Situation administrative - rubriques n° 2662 et 2663

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/06/2023, article Annexe (1) – R. 511-9 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                             |
|-------------------------------------------------------------|
| Thème(s) : Situation administrative, rubriques 2662 et 2663 |
|-------------------------------------------------------------|

|                          |
|--------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|--------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><u>Rubrique n°2662 : Stockage de polymères</u></p> <p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> (E)</li> <li>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> (D)</li> </ol>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><u>Rubrique n°2663 : Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères</u></p> <p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup>. (E)</li> <li>b) Supérieur ou égal à 200 m<sup>3</sup> mais inférieur à 2 000 m<sup>3</sup> (D)</li> </ol> </li> <li>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieur ou égal à 10 000 m<sup>3</sup> (E)</li> <li>b) Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m<sup>3</sup> (D)</li> </ol> </li> </ol> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site ne vise pas d'installations relevant de la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas atteindre le seuil de la déclaration pour la rubrique n°1510. Ce point apparaît également dans l'étude de dangers (version 13, de septembre 2019) de l'établissement.</p> <p>Toutefois, des stockages de matières plastiques sont présentes sur site, pouvant relever de rubriques autres que la rubrique n°1510.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se positionner par rapport au classement ICPE de son établissement par rapport aux rubriques relatives au stockages de matières plastiques, n°2662 et 2663. Le cas échéant, l'exploitant effectuera les démarches nécessaires pour régulariser sa situation administrative.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 6 : Mise à jour du POI**

|                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Respect des fréquences réglementaires</p>                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| trois ans et mis à jour, si nécessaire.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br><p>Le jour de l'inspection objet du présent rapport, la dernière version du plan d'opération interne (POI) transmise à la DREAL date du mois d'avril 2021. L'intégration des dispositions sur les prélèvements environnementaux rend la mise à jour du POI nécessaire pour les établissements classés Seveso seuil bas sous 3 ans, à partir du 1er janvier 2023.</p> <p>Selon l'exploitant, une nouvelle version du POI du mois de septembre 2023 a été transmise au service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Cette nouvelle version a été transmise à la DREAL le 2 juillet 2026.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 7 : Réalisation d'exercice POI

|                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Respect des fréquences réglementaires                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> |
| <b>Constats :</b><br><br><p>Un exercice POI a été réalisé depuis moins de 3 ans, le compte rendu associé a été présenté lors de la séance en salle et n'amène pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 8 : Liste des substances recherchées et milieux associés

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Contenu POI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> </ul> <p>[...]</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La prescription ci-dessus est applicable à tous les POI des sites Seveso bas à partir du 1er janvier 2026. L'établissement Peintures Maestria atteignant le seuil de Seveso seuil bas, la prescription s'applique.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a consulté un document en cours d'élaboration (référence: CD 07), initiant le travail permettant la définition de la liste des substances recherchées et milieux associés dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>L'exploitant a recensé les composants des bâtiments de son installation, mais les produits de décomposition des matières et substances en cas d'incendie n'ont pas encore été identifiés.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux, fournir la liste des substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis. Cette liste devra être intégrée au POI.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette disposition sous 5 mois.</p>                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 5 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

#### N° 9 : Stratégie de prélèvement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Contenu POI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :<br/>[...]</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des</p> |

délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Bien que la liste des substances à rechercher dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux est à compléter, l'exploitant a établi une convention avec un laboratoire externe afin de réaliser des prélèvements dans l'air, l'eau ou le sol en cas d'incendie. Ce prestataire est disponible 24h/24 et 7j/7. Selon les derniers exercices, l'intervention peut être effectuée sous 30 minutes. Les procédures associées aux stratégies de prélèvements sont en cours d'élaboration.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir les procédures définissant les stratégie de prélèvements à suivre et transmettre la convention actuelle, entre le laboratoire et l'installation Peintures Maestria.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette disposition sous 5 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 mois

**N° 10 : Personnels compétents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions régionales, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :  
[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs

établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Comme mentionné dans les constats précédents, l'exploitant doit mettre en place une stratégie permettant la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le personnel en charge de réaliser ces prélèvements devra être compétent et disposer du matériel adapté aux mesures à réaliser.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que les personnels ou organismes retenus sont compétents ou habilités à mettre en œuvre les équipements de mesures et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette disposition sous 5 mois.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 mois

**N° 11 : Liste des produits de décomposition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions régionales, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers [...]

**Constats :**

La dernière version de l'étude de dangers (EDD) de l'établissement date du mois de septembre 2019 (version 13), elle est donc antérieure au 1er janvier 2023. La présente prescription n'est donc pas applicable.

L'inspection des installations classées rappelle qu'en cas de mise à jour de l'EDD, la nouvelle version devra intégrer la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

|                                              |
|----------------------------------------------|
|                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 12 : Fourniture FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:<br>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection des installations classées a vérifié par sondage parmi la liste des substances présentes sur site, la disponibilité de la fiche de données de sécurité (FDS) associée. La substance sélectionnée (référence: winko peinture fer intérieur) a effectivement une FDS à disposition, elle a été présentée lors de la séance en salle. Il s'agit d'une substance inflammable (mention de danger H 226), qui doit être entreposé sur rétention dans un endroit fermé, sec et ventilé.<br><br>Lors de la visite sur le terrain, les conditions de stockage de la peinture et l'emplacement indiqué dans l'état des stocks ont été vérifiés. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 13 : Langue FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement. |
| <b>Constats :</b><br><br>La fiche de données de sécurité (y compris les scénarios d'exposition, le cas échéant) est rédigée en français.                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 14 : Format FDS**

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6 |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise;</li> <li>2) identification des dangers;</li> <li>3) composition/informations sur les composants;</li> <li>4) premiers secours;</li> <li>5) mesures de lutte contre l'incendie;</li> <li>6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;</li> <li>7) manipulation et stockage;</li> <li>8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;</li> <li>9) propriétés physiques et chimiques;</li> <li>10) stabilité et réactivité;</li> <li>11) informations toxicologiques;</li> <li>12) informations écologiques;</li> <li>13) considérations relatives à l'élimination;</li> <li>14) informations relatives au transport;</li> <li>15) informations relatives à la réglementation;</li> <li>16) autres informations.</li> </ol> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par manque de temps, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier l'ensemble de la prescription.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir la FDS associée à la substance référence: winko peinture fer intérieur.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 15 : Coordonnées fournisseur FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par manque de temps, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier l'ensemble de la prescription.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Il est demandé à l'exploitant de fournir la FDS associée à la substance référence: winko peinture fer intérieur. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                            |

**N° 16 : Utilisations identifiées pertinentes FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :<br>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Par manque de temps, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier l'ensemble de la prescription.                                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de fournir la FDS associée à la substance référence: winko peinture fer intérieur.                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 17 : Moyens d'extinction FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :<br>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Par manque de temps, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier l'ensemble de la prescription.                                                                                                                                                                                    |

|                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                 |
| Il est demandé à l'exploitant de fournir la FDS associée à la substance référence: winko peinture fer intérieur. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                            |

**N° 18 : Précautions pour la protection de l'environnement FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :<br>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Par manque de temps, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier l'ensemble de la prescription.                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 19 : Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :<br>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Par manque de temps, l'inspection des installations classées n'a pas pu vérifier l'ensemble de la prescription.                                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Il est demandé à l'exploitant de fournir la FDS associée à la substance référence: winko peinture fer intérieur.                                                                                                                                                                                                            |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
|                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                 |

**N° 20 : Conditions de stockage FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble du bâtiment où est stockée la peinture «winko peinture fer intérieur» est sur rétention, fermé, sec et ventilé. Les modalités de stockage de la peinture indiquées dans la FDS sont respectées.</p>                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                           |